



COMMUNIQUÉ DE L'UFDG ET DE L'ANAD

Les violences déclenchées par Alpha Condé pour faire passer son coup d'état électoral continuent de faire des victimes, notamment dans les rangs de l'UFDG.

Après avoir séquestré à son domicile le candidat de l'UFDG et de l'ANAD à l'élection présidentielle, fermé manu militari ses bureaux et le siège de son Parti et fait tuer par balles 48 personnes lors des manifestations post-électorales, le tyran a décidé de décapiter l'UFDG en se livrant à une véritable chasse aux sorcières contre ses dirigeants.

C'est ainsi que suite au communiqué du Procureur de Dixinn en date du 10 novembre 2020, Chérif Bah, Vice-président de l'UFDG, a été kidnappé et conduit à la DPJ où il est toujours détenu. Sont également dans le collimateur de Alpha Condé qui a déjà actionné sa justice pour les kidnapper : Ousmane Gaoual Diallo, Coordinateur de la Cellule de communication du Parti, Cellou Baldé, Responsable des Fédérations UFDG de l'intérieur, Abdoulaye Bah, membre du BEN, ainsi qu'Etienne Soropogui de l'ANAD et Sékou Kondouno du FNDC.

Ils sont tous accusés par ce Procureur de « proférer des menaces de nature à troubler la sécurité et l'ordre publics ». On ne peut qu'être indignés lorsqu'on sait que les 48 victimes de la violence policière qui s'est abattue sur les partisans du véritable vainqueur du scrutin du 18 octobre n'ont suscité aucune réaction de la part de notre justice à deux vitesses, tout comme les 99 victimes de la répression des manifestations du FNDC contre le troisième mandat.

Décidément, Alpha Condé n'arrive pas à digérer le cuisant échec que lui ont infligé, dans les urnes, l'UFDG et l'ANAD lors du scrutin présidentiel du 18 octobre et met un point d'honneur à anéantir le véritable vainqueur de ce scrutin. C'est dans le cadre de cette volonté de venger sa défaite et de museler toute opposition à son régime

qu'il faut inscrire cette vague de persécutions, d'arrestations et de détentions arbitraires de militants et cadres de l'UFDG et de l'ANAD.

Nous condamnons énergiquement cette instrumentalisation de la justice par Alpha Condé à des fins de règlement de comptes politiques et exigeons la libération sans délai des détenus et l'arrêt des poursuites contre les cadres et militants de l'UFDG, de l'ANAD et du FNDC.

Faute de quoi, l'UFDG et l'ANAD ne tarderont pas à prendre toutes les dispositions pour défendre les droits et libertés de leurs partisans.

En tout état de cause, ces violences inouïes et ces harcèlements judiciaires déclenchés par Alpha Condé contre l'UFDG et l'ANAD ne feront que galvaniser la volonté de leurs partisans à défendre, quoi qu'il arrive, leur victoire acquise dans les urnes.

PAS DE REcul !

Conakry, le 12 novembre 2020

L'UFDG et l'ANAD